

**COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 8 SEPTEMBRE 2000**  
**PORTANT COORDINATION DES STATUTS DU**  
**FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE POUR L'INDUSTRIE**  
**TEXTILE ET DE LA BONNETERIE**

- Vu la loi du 7 janvier 1958 relative aux fonds de securite d'existence et plus spécialement les articles 1 et 2 de cette loi
- Vu la convention collective de travail du 09.04.1981 instituant un fonds de securite d'existence pour l'industrie textile et de la bonneterie et en fixant ses statuts (M.B. 04.07.1981)
- Vu le fait que depuis la constitution du fonds, de nombreuses modifications ont été apportées aux statuts de ces fonds, ce qui ne favorise pas la comprehension des textes de sorte qu'une coordination des dispositions statutaires s'impose absolument

il est convenu entre

la Centrale Chrétienne des Travailleurs du Textile et du Vetement de Belgique  
la F.G.T.B. Textile, Vetement et Diamant  
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, d'une part

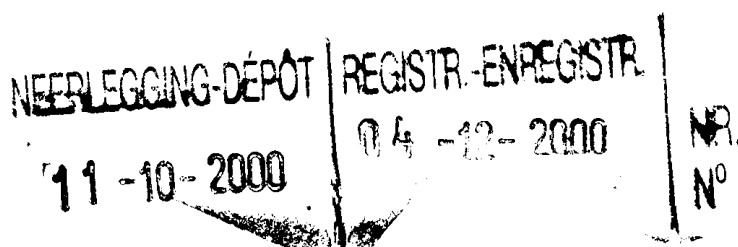
et

la Federation du Textile FEBELTEX, d'autre part

ce qui suit:

**Article 1**

Cette convention collective coordonne les statuts du Fonds de Securite d'Existence pour l'industrie textile et de la bonneterie.



55.949/6/120

**Article 2**

Cette convention collective est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée au président de la commission paritaire.

Fait a Gand le 8 septembre 2000

\* \*

Vu l'article 2 de la loi du 7 janvier 1958 relative au fonds de sécurité d'existence et l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives du travail et les commissions paritaires, la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie demande que la présente convention soit rendue obligatoire par arrêté royal.

**FONDS DE SÉCURITÉ D'EXISTENCE  
DE L'INDUSTRIE TEXTILE  
ET DE LA BONNETERIE  
(Fonds de Sécurité d'Existence)**

**STATUTS**

## **I.- Denomination et siege social**

### **Article 1:**

Le 1<sup>er</sup> janvier 1981 est institué un Fonds de securite d'existence, dénommé "Fonds de securite d'existence de l'Industrie Textile et de la Bonneterie".

### **Article 2:**

Le siege social du Fonds est établi a Gand a l'adresse suivante : Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (S.D.W.). Il peut être transféré par decision de la Commission Paritaire de l'Industrie Textile et de la Bonneterie a tout autre endroit en Belgique.

## **II. - Objet**

### **Article 3:**

Le Fonds a pour objet :

- 1 °- de percevoir des cotisations, nécessaires a son fonctionnement;
- 2°- d'octroyer des avantages sociaux complémentaires aux ouvriers vises a l'article 4;
- 3°- d'assurer la liquidation de ces avantages;
- 4°- la prise en charge des cotisations spéciales patronales sur la prépension conventionnelle a temps plein et a mi-temps;
- 5°- de retribuer aux organisations representatives les charges d'administration et de gestion relatives au paiement des avantages sociaux.

### **III. - Champ d'application**

#### **Article 4:**

Les presents statuts **s'appliquent** aux employeurs et aux ouvriers **qu'ils occupent**, ressortissant a la Commission Paritaire de l'industrie Textile et de la Bonneterie, a l'**exception** des employeurs et de leurs ouvriers de l'**arrondissement de Verviers**, ainsi que de ceux dont question aux litterae c) et d) **insérés** par l'A.R. du 4 juin 1999 dans l'article 1, § 1, 1°) de l'A.R. du 5 février 1974 **instituant certaines Commissions Paritaires** et **fixant leur denomination** et leur competence.

Sauf disposition **contraire**, il est entendu dans les presents statuts par **«ouvriers»** : les ouvriers et **ouvrières**.

### **IV. - Octroi et liquidation des avantages sociaux complementaires**

#### **Article 5:**

Les ouvriers vises a l'**article 4** ont droit a des avantages sociaux complementaires a charge du Fonds dont la **nature, le montant, les conditions d'octroi** et les **modalités** de liquidation sont fixes par **une** convention collective de travail conclue au sein de la Commission Paritaire de l'**Industrie** Textile et de la Bonneterie et rendue obligatoire par **arrêté royal**.

#### **Article 6:**

En **aucun** cas, la liquidation des avantages sociaux complementaires ne peut **être** subordonnée au versement par l'**employeur** des cotisations qui **lui** incombent.

## V. - Gestion

### Article 7:

Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des employeurs et des ouvriers, représentés à la Commission Paritaire de l'Industrie Textile et de la Bonneterie. Ce conseil est composé de quatorze membres, à savoir: sept représentants des employeurs et sept représentants des ouvriers.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par la Commission Paritaire de l'Industrie Textile et de la Bonneterie parmi les membres effectifs ou suppléants de cette commission. Leur mandat s'achève lorsqu'ils cessent d'être membres de la Commission Paritaire de l'Industrie Textile et de la Bonneterie. Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la Commission Paritaire appartenant au même groupe que le membre dont le mandat a pris fin.

### Article 8:

Le conseil d'administration désigne chaque année en son sein un président et deux vice-présidents. La présidence et la première vice-présidence sont exercées alternativement par un représentant des employeurs et par un représentant des ouvriers. La première année, le groupe auquel appartient le président est désigné au sort. La deuxième vice-présidence appartient toujours au groupe des représentants des ouvriers.

### Article 9:

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil d'administration au moins chaque trimestre et chaque fois que deux membres au moins du conseil d'administration en font la demande. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par la personne qui a présidé la séance.

Les extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs, Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. Le vote est valable s'il est émis par au moins un membre de chaque groupe et à condition que le point mis aux voix ait été porté explicitement à l'ordre du jour de la convocation à la séance.

**Article 10:**

Le conseil d'administration a pour mission de **gerer le Fonds** et de prendre toutes les mesures necessaires a son bon fonctionnement. Il est investi des pouvoirs les plus etendus pour la gestion et l'**administration** du Fonds. Il agit en justice au nom du Fonds et a la poursuite et la diligence du president ou de l'**administrateur délégué** a cet effet.

**Article 11:**

Le conseil d'administration peut **déléguer** des attributions **spéciales** a un ou plusieurs de ses membres ou **meme** a des tiers. Pour tous les actes **autres** que ceux pour lesquels le conseil a **donné** un **mandat** special, il **suffit, afin** que le Fonds soit valablement **représenté** envers des tiers, d'apposer des signatures conjointes de deux **administrateurs**, un de chaque **groupe**, sans que ces **administrateurs** ne doivent **témoigner d'une** deliberation ou d'une **autorisation**.

**Article 12:**

Les administrateurs ne sont responsables que de l'**exécution** de leur mandat et ils n'endossent a l'**égard** des engagements du Fonds aucune **responsabilité** personnelle de par leur gestion.

**VI. - Financement**

**Article 13:**

Le **financement** des avantages sociaux complémentaires se fait comme suit :

a) pour les prepensionnes beneficiaires au **cours** de la periode 1981-1985, sous forme d'**avances** sans interet a charge du Ministere des Affaires Économiques et par **une** cotisation patronale;

cette cotisation patronale couvre jusqu'au 31 decembre 1985 1 % des **dépenses** annuelles et est, a **partir** du 1<sup>er</sup> janvier 1986, affectée au **remboursement** des avances sans interet;

b) pour les nouveaux prepensionnes beneficiaires au cours de la periode du 1<sup>er</sup> janvier 1986 au 31 decembre 1989, par le budget du Ministere des Affaires Économiques;

c) pour les **nouveaux** prepensionnés bénéficiaires au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 31 décembre 1990, par une cotisation patronale de 0,15 % des salaires bruts;

d) pour les nouveaux prepensionnés bénéficiaires au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 31 décembre 1990, par une cotisation patronale complémentaire de 0,10 % des salaires bruts, de sorte que la cotisation totale prévue aux c) et d) est de 0,25 %;

e) pour les nouveaux bénéficiaires, prepensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1991 au 31 décembre 1991, par une cotisation patronale complémentaire de 0,40 % des salaires bruts, de sorte que la cotisation totale prévue aux c) d) et e) est de 0,65 %;

f) pour les nouveaux bénéficiaires, prepensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1992 au 31 décembre 1992, par une cotisation patronale complémentaire de 0,25 % des salaires bruts, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d), e) et f) est de 0,90 %;

g) pour les nouveaux **bénéficiaires**, prepensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1993 au 31 décembre 1993, par une cotisation patronale complémentaire de 0,25 % des salaires bruts, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d), e), f) et g) est de 1,15 %;

h) pour les nouveaux bénéficiaires, prepensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1994 au 31 décembre 1994, par une cotisation patronale complémentaire de 0,30 % des salaires bruts, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d), e), f), g) et h) est de 1,45 %;

i) pour les nouveaux prepensionnés bénéficiaires au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 31 décembre 1996, par une cotisation patronale complémentaire de 0,40 % sur les salaires bruts, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d), e), f), g), h) et i) est de 1,85 %;

j) pour les nouveaux prepensionnés bénéficiaires au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 1998, par la cotisation patronale de 1,85 % dont question au **littéra i)** ci-dessus.

k) pour les nouveaux bénéficiaires de la prepension à temps **plein** et de la prepension à mi-temps au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2000, par la cotisation dont question au **littéra j)**.

**Cette** cotisation patronale est **réduite** de 0,25 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, de sorte que la cotisation totale **s'élève** à 1,60 %;



1) la cotisation patronale dont question au **littera k)** est **diminuée** de **0,25 %** a partir du **1<sup>er</sup> janvier 2000**, de sorte que la cotisation totale **s'élèvera a 1,35 %** .

Pour obtenir la diminution supplémentaire de **0,25 %** au cours de l'**année 2000**, l'**employeur** doit, dans le courant des mois de **janvier-février 2000**, **transmettre une attestation** au Fonds que les dispositions relatives au temps de travail sont **respectées**; cette attestation est visée par au moins **un délégué** de chaque syndicat qui est **représenté** dans la **délégation syndicale** ou a **défaut** par le **comité** de contact régional dont question a l'**article 27** de la C.C.T. du **10.02.1989**. L'**employeur** qui ne **délivre** pas cette attestation ne peut pas obtenir la diminution supplémentaire de **0,25 %** en l'**an 2000**.

#### **Article 14:**

a) Les **avances** sans interet, dont question a l'**article 13 a)**, sont **mises trimestriellement** et **anticipativement** sur base d'**un budget annuel** a la disposition du Fonds. Les avances sans interet couvrent **99 %** des dépenses decoulant de l'**exécution** de la convention collective de travail visée a l'**article 5**.

b) Les cotisations patronales **prevues** a l'**article 13 a)** sont perçues **selon** les dispositions de l'**article 16** et sont versées annuellement dans le courant du mois de **fevrier** sur le compte du **Ministère des Affaires Économiques** jusqu'au moment ou les avances sans intérêts seront **remboursées**.

#### **Article 15:**

a) La cotisation patronale **prevue** a l'**article 13,a)** s'**élève** a **1 %** des dépenses **annuelles** decoulant de la convention collective de travail visée a l'**article 5** eu **égard** aux **pré-pensionnés bénéficiaires désignés** a l'**article 13, a)**. Elle est a calculer sur les salaires bruts a **100 %**. Le **taux** de cotisation est **fixé** a **0,025 %**.

b) La cotisation de **0,025 %** dont question au **littera a)** ci-dessus et les cotisations dont question a l'**article 13** sont perçues trimestriellement par le Fonds et sont **calculées** sur les salaires bruts des **deuxième, troisième** et **quatrième** trimestres de l'**année précédente** et du premier trimestre de l'**année en cours**.

### **Article 16:**

Les cotisations sont perçues pour le compte du Fonds par le Fonds Social et de Garantie de l'Industrie Textile.

Elles sont dues chaque trimestre par les employeurs. Les dates d'échéance pour les trimestres de référence "deuxième, troisième et quatrième trimestre de l'année précédente" et "premier trimestre de l'année en cours" sont respectivement les 15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre de l'année en cours.

Les sommes dues pour chaque trimestre doivent être versées par l'employeur au compte de chèques postaux du Fonds Social et de Garantie de l'Industrie Textile ou auprès d'une banque déterminée par le conseil d'administration.

### **Article 17:**

Pour chaque trimestre auquel se rapportent les cotisations dont question à l'article 16, l'employeur est obligé de payer une majoration de 10 % sur le montant des cotisations dues, ainsi qu'un intérêt de retard égal à celui d'application sur les cotisations de l'O.N.S.S., sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire à cet effet.

Aussi bien pour la perception des cotisations que pour le paiement des allocations sociales, le délai de prescription correspond à celui appliqué par l'Office National de Sécurité Sociale.

### **Article 18:**

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 14 janvier 1958, concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par convention collective de travail conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie et rendue obligatoire par arrêté royal.

## **VII. - Budgets et comptes**

### **Article 19:**

Les comptes du Fonds seront **vérifiés, annuellement et sur place**, par l'**Inspection des Finances** **aupres** du Ministère des Affaires Économiques et par **les services compétents** de ce Ministère.

Le Fonds **soumettra** chaque **année avant le 28 février**, la situation des comptes au Ministère des Affaires Économiques. Le budget pour l'**année suivante** sera **soumis** au Ministère des Affaires Économiques avant le 31 décembre. Une révision du budget est possible avant le 1<sup>er</sup> juillet.

### **Article 20:**

L'exercice prend cours le 1<sup>er</sup> janvier et se cloture le 31 décembre.

### **Article 21:**

Chaque **année**, au plus **tard** pendant le mois de décembre, un budget est soumis à l'**approbation**, pour l'**année suivante**, de la Commission Paritaire de l'**Industrie Textile** et de la **Bonneterie**.

### **Article 22:**

Les comptes de l'**année** revolue sont **clôturés** le 31 décembre. La cloture et le bilan doivent **être suffisamment précises** en **matière comptable**.

## **VIII. - Contrôle**

### **Article 23:**

Le conseil d'administration, ainsi que le **reviseur** ou **expert-comptable**, **désignés** par la Commission Paritaire de l'**Industrie Textile** et de la **Bonneterie**, en application de l'**article 12** de la loi du 7 janvier 1958 **concernant** les Fonds de **sécurité d'existence**, font annuellement chacun un rapport **écrit** concernant l'**accomplissement** de leur mission pendant l'**année** revolue.

**Article 24:**

Le **bilan**, conjointement avec **les rapports annuels écrits** visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la Commission Paritaire de l'Industrie Textile et de la Bonneterie pendant le mois de juin au plus tard.

**IX. - Liquidation**

**Article 25:**

Les avances sans intérêt prévues à l'article 14 sont remboursées par le Fonds. Le remboursement se fera **annuellement** et commencera après **une période** de cinq ans. Il sera égal au produit de la cotisation **patronale supplémentaire** qui sera **prélevée** à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986. Le **taux** de cette cotisation **supplémentaire** sera au moins égal au taux de cotisation moyen **fixé** pour les **années** 1981 jusqu'à et y compris 1985.

**X. - Dissolution**

**Article 26:**

La dissolution du Fonds peut avoir lieu sur décision **unanime** de la Commission Paritaire de l'Industrie Textile et de la Bonneterie, lorsqu'il a satisfait à ses obligations résultant de l'**accord** protocolaire du 17 mars 1981 entre les organisations patronales et **syndicales**, le Ministre des Affaires **Économiques** et le Ministre de l'Emploi et du Travail, octroyant une **indemnité complémentaire** sous forme d'une **prépension conventionnelle**, et après que les avances visées à l'article 25 ont été remboursées.

**Article 27:**

Lorsque des **liquidités** restent disponibles lors de la dissolution du Fonds, la Commission Paritaire de l'Industrie Textile et de la Bonneterie **désigne** les liquidateurs, détermine **leurs** pouvoirs et **fixe** leurs rémunérations.

Les capitaux **restants** du Fonds sont **répartis** comme suit:

Les **ouvriers bénéficiaires** reçoivent les **avantages sociaux complémentaires**, fixes par convention collective de travail conclue en application de l'**article 5** de ces **statuts**, à partir de la date de la mise en liquidation du Fonds et **jusqu'à** épuisement complet des capitaux restants du Fonds.

---ooOoo---

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 8 SEPTEMBER 2000  
TOT COORDINATIE VAN DE STATUTEN VAN HET FONDS  
VOOR BESTAANSZEKERHEID VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID  
EN HET BREIWERK

- Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid en meer bepaald op de artikelen 1 en 2 van deze wet
- Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 09.04.1981 tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid voor de textielnijverheid en het breiwerk en tot vaststelling van zijn statuten (B.S. 04.07.1981)
- Gelet op het feit dat sedert de oprichting van het fonds talrijke wijzigingen zijn opgetreden in de statuten van dit fonds hetgeen de duidelijkheid van de tekst niet ten goede komt zodat een coördinatie van de statutaire bepalingen zich ten stelligste opdringt

wordt tussen

de Christelijke Centrale der Textiel- en Kledingbewerders van België  
het A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant  
de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België, enerzijds

en

de Textielfederatie FEBELTEX, anderzijds

het volgende overeengekomen:

**Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst coordineert de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid en het breiwerk.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.  
 11 -10- 2000 | 04 -12- 2000 | N<sup>o</sup>. 55.949/60/120  
 N<sup>o</sup>

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is voor onbepaalde tijd gesloten.

Zij treedt in werking op 1 januari 2000.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden, te betekenen per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair comite.

Gedaan te Gent op 8 September 2000

Gelet op artikel 2 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid en op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt het paritair comite voor de textielnijverheid en het breiwerk dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

#

**FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID**  
**VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID**  
**EN HET BREIWERK**  
**(Fonds voor Bestaanszekerheid)**

**STATUTEN**



## **I.- Benaming en maatschappelijke zetel**

### **Artikel 1:**

Er wordt met ingang van 1 januari 1981 een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de Textielnijverheid en het Breiwerk".

### **Artikel 2:**

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Gent op volgend adres : Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (S.D.W.). Hij kan bij beslissing van het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk overgebracht worden naar elke andere plaats in België.

## **II. - Doel**

### **Artikel 3:**

Het Fonds heeft tot doel :

- 1 °- het innen van de **bijdragen**, nodig voor zijn werking;
- 2°- het toekennen van aanvullende sociale voordelen aan de werklieden bedoeld bij artikel 4;
- 3 °- de uitkering van deze voordelen te verzekeren;
- 4°- het ten laste nemen van de **bijzondere** werkgeversbijdragen op het voltijds en het **halftijds** conventioneel **brugpensioen**;
- 5°- de **bestuurs-** en beheerslasten met **betrekking** tot de **uitbetaling** van de sociale voordelen aan de **vertegenwoordigende organisaties** vergoeden.

### **III. - Toepassingsgebied**

#### **Artikel 4:**

Deze statuten zijn van toepassing op de werkgevers en op de werklieden die ze tewerkstellen, welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk, met uitzondering van de werkgevers en hun werklieden van het arrondissement Venders en van deze waarvan sprake in de litterae c) en d) door het K.B. van 4 juni 1999 ingelast in artikel 1, § 1, 1°) van het K.B. van 5 februari 1974 tot oprichting van sommige Paritaire Comités en tot vaststelling van hun benaming en hun bevoegdheid.

Behoudens andersluidende bepaling wordt in onderhavige statuten onder «*werklieden*» verstaan : de arbeiders en arbeidsters.

### **IV. - Toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen**

#### **Artikel 5:**

De in artikel 4 bedoelde werklieden hebben recht op aanvullende sociale voordelen ten laste van het Fonds waarvan de aard, het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitkeringsmodaliteiten worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

#### **Artikel 6:**

De uitkering van de aanvullende voordelen mag in geen geval afhankelijk gesteld zijn van de storting door de werkgever van de bijdragen welke hem zijn opgelegd.

## V. - Beheer

### Artikel 7:

Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer **welke paritair is samengesteld** uit **vertegenwoordigers** van de werkgevers en de werklieden, **vertegenwoordigd** in het Paritair Comite voor de Textielnijverheid en het Breiwerk. Deze raad bestaat uit **veertien leden**, te weten : zeven vertegenwoordigers van de werkgevers en zeven vertegenwoordigers van de werklieden.

De leden van de raad van beheer worden **aangeduid** door het Paritair Comite voor de Textielnijverheid en het Breiwerk onder de gewone of de **plaatsvervangende** leden van dit comite. Hun **mandaat eindigt** wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Comite voor de Textielnijverheid en het Breiwerk. In dat **geval** worden zij **vervangen** door een lid van het paritair comite dat **behoort** tot dezelfde groep **als** het lid **waarvan** het mandaat een einde nam.

### Artikel 8:

Ieder jaar duidt de raad van beheer in zijn midden een **voorzitter** en twee **ondervoorzitters** aan. Er zal voor het **voorzitterschap** en het eerste **ondervoorzitterschap** een **beurtregeling** worden toegepast onder de vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werklieden. De groep **waartoe** de voorzitter behoort wordt voor het eerste jaar bij loting **aangewezen**. De tweede **ondervoorzitter** behoort steeds tot de groep der vertegenwoordigers van de werklieden.

### Artikel 9:

De raad van beheer **vergadert** op uitnodiging van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de raad minstens eenmaal per kwartaal bijeen te roepen en telkens wanneer twee leden van de raad erom verzoeken. De uitnodigingen moeten de agenda **vermelden**. De notulen worden **opgemaakt** door de **secretaris**, aangewezen door de raad van beheer en **ondertekend** door diegene die de vergadering **heeft** voorgezeten.

De **uittreksels** uit de notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders. De beslissingen worden **genomen** bij **volstrekte** meerderheid van **stemmen** der **aanwezige** leden. De stemming is geldig indien **eraan** deelgenomen wordt door ten **minste** een lid van iedere groep en op **voorwaarde** dat het ter stemming gebrachte punt duidelijk **vermeld** werd op de agenda van de **bijeenroeping** der vergadering.

**Artikel 10:**

De raad van beheer **heeft** tot opdracht het Fonds te beheren en **alle maatregelen** te treffen **welke** nodig blijken voor zijn goede **werking**. Hij beschikt over de meest uitgebreide **bevoegdheden** voor het beheer en de leiding van het Fonds. Hij **treedt** in rechte op uit naam van het Fonds op **vervolging** en benaerstiging van de **voorzitter** of van de beheerder **daartoe afgevaardigd**.

**Artikel 11:**

De raad van beheer **kan** bijzondere bevoegdheden **aan** een of meer zijner leden of zelfs aan derden overdragen. Voor alle **andere handelingen** dan die **waarvoor** door de raad van beheer bijzondere opdrachten werden gegeven, **volstaat** de **gezamenlijke handtekening** van twee beheerders, een van iedere groep, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken, opdat het Fonds **geldig vertegenwoordigd** zou zijn tegenover derden.

**Artikel 12:**

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van **hun mandaat** en zij **gaan** geen **enkele** persoonlijke **verplichting** aan ten gevolge van **hun** beheer, ten opzichte der verbintenissen van het Fonds.

## VI. - Financiering

**Artikel 13:**

De financiering van de **aanvullende** sociale voordelen **gebeurt** :

a) voor de **rechthebbende bruggepensioneerden** tijdens de periode 1981-1985 door renteloze **voorschotten** ten laste van het Ministerie van Economische Zaken en door een werkgeversbijdrage;

deze **werkgeversbijdrage** dekt tot op 31 december 1985 1 % van de **jaarlijkse uitgaven** en wordt **vanaf 1 januari 1986** **aangewend** ter **terugbetaling** van de renteloze voorschotten;

b) voor de **nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden** tijdens de periode van 1 januari 1986 tot 31 december 1989 door de begroting van het Ministerie van Economische Zaken;

c) voor de **nieuwe** rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1990 tot 31 december 1990 door een werkgeversbijdrage van 0,15 % van de brutolonen;

d) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1990 tot 31 december 1990 door een bijkomende werkgeversbijdrage van 0,10 % der brutolonen, zodat de totale bijdrage voorzien onder c) en d) 0,25 % **bedraagt**;

e) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1991 tot 31 december 1991, door een bijkomende werkgeversbijdrage van 0,40 % der brutolonen, zodat de totale bijdrage voorzien onder c) d) en e) 0,65 % bedraagt;

f) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1992 tot 31 december 1992, door een bijkomende werkgeversbijdrage van 0,25 % der brutolonen, zodat de totale bijdrage voorzien onder c), d), e) en f) 0,90 % bedraagt;

g) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1993 tot 31 december 1993, door een bijkomende werkgeversbijdrage van 0,25 % van de brutolonen, zodat de totale bijdrage voorzien onder c), d), e), f) en g) 1,15 % bedraagt;

h) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1994 tot 31 december 1994, door een bijkomende werkgeversbijdrage van 0,30 % van de brutolonen, zodat de totale bijdrage voorzien onder c), d), e), f), g) en h) 1,45 % bedraagt;

i) voor de nieuwe **rechthebbenden** van het brugpensioenstelsel tijdens de periode van 1 januari 1995 tot 31 december 1996, door een bijkomende werkgeversbijdrage van 0,40 % der brutolonen, zodat de totale bijdrage voorzien onder c), d), e), f), g), h) en i) 1,85 % bedraagt.

j) voor de nieuwe rechthebbenden van het brugpensioenstelsel tijdens de periode van 1 januari 1997 tot 31 december 1998, door de bijdrage van 1,85 % **waarvan sprake in voormeld littera i).**

k) voor de nieuwe rechthebbenden van het voltijds brugpensioenstelsel en van het **halfijds** brugpensioenstelsel tijdens de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2000, door de bijdrage waarvan sprake in littera j).

Deze werkgeversbijdrage wordt **vanaf** 1 januari 1999 **verminderd** met 0,25 % zodat de totale bijdrage 1,60 % bedraagt;

1) de werkgeversbijdrage waarvan sprake in **littera k)** wordt **vanaf 1 januari 2000 verminderd** met 0,25 % zodat de totale bijdrage 1,35 % **bedraagt**.

Voor het bekomen van de **bijkomende vermindering** van 0,25 % in 't jaar 2000 dient de werkgever in **januari-februari 2000** een attest over te **maken aan** het Fonds dat de bepalingen **inzake arbeidstijd** zijn gerespecteerd; dit attest wordt geïssueerd door minstens een **afgevaardigde** van **elke vakbond** die **vertegenwoordigd** is in de **syndicale afvaardiging** of bij **ontstentenis** door het regionaal contactcomite waarvan sprake in **artikel 27** van de CAO van 10.02.1989. De werkgever die dit attest niet **aflevert kan** de bijkomende vermindering van 0,25 % in 2000 niet bekomen.

#### **Artikel 14:**

a) De **renteloze voorschotten** waarvan sprake in artikel 13 a) worden trimestrieel en bij voorbaat op basis van een **jaarlijkse** begroting ter **beschikking** gesteld van het Fonds. De renteloze voorschotten **dekken 99 %** van de uitgaven, **voortvloeiend** uit de uitvoering van de collectieve **arbeidsovereenkomst** bedoeld bij artikel 5.

b) de werkgeversbijdragen voorzien onder artikel 13 a) worden volgens de bepalingen van artikel **16 geïnd** en ieder jaar in de loop van de **maand februari** op de rekening van het Ministerie van **Economische Zaken** gestort tot op het ogenblik dat de renteloze voorschotten **terugbetaald** zijn.

#### **Artikel 15:**

a) De werkgeversbijdrage voorzien onder artikel 13, a) bedraagt 1 % van de jaarlijkse uitgaven voortvloeiend uit de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld bij artikel 5 ten **aanzien** van de rechthebbende **bruggepensioneerden aangeduid** in artikel 13, a). Zij is te berekenen op de **brutolonen** aan 100 %. De bijdragevoet wordt vastgesteld op 0,025 %.

b) De bijdrage van 0,025 % waarvan sprake in littera a) hierboven en de bijdragen waarvan sprake in artikel 13 worden trimestrieel **geïnd** door het Fonds en worden berekend op de brutolonen van het **tweede, derde en vierde kwartaal** van het **voorgaande** jaar en van het eerste kwartaal van het lopende jaar.

### **Artikel 16:**

De bijdragen worden voor rekening van het Fonds geïnd door het Waarborg- en Sociaal Fonds der Textielnijverheid.

Zij zijn om het kwartaal door de werkgevers verschuldigd. De vervaldata voor de refertekwartalen "tweede, derde en vierde kwartaal van het voorgaande jaar" en "eerste kwartaal van het lopende jaar" zijn respectievelijk 15 februari, 15 mei, 15 augustus en 15 november van het lopende jaar.

De voor elk kwartaal verschuldigde sommen moeten door de werkgever gestort worden op de postrekening van het Waarborg- en Sociaal Fonds der Textielnijverheid of op een door de raad van beheer bepaalde bankrekening.

### **Artikel 17:**

Voor elk kwartaal waarop de bijdragen betrekking hebben, is vanaf de eerste dag volgend op de in artikel 16 bepaalde vervaldag, de werkgever verplicht een verhoging van 10 % te betalen evenals een nalatigheidsinterest, gelijk aan deze van toepassing op de R.S.Z.-bijdragen, zonder dat hiervoor een ingebrekestelling vereist is.

Zowel voor de inning van de bijdragen als voor de betaling der sociale vergoedingen geldt de verjaringstermijn toegepast door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

### **Artikel 18:**

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, kan het bedrag der bijdragen slechts gewijzigd worden bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

## **VII. - Begrotingen en rekeningen**

### **Artikel 19:**

De rekeningen van het Fonds zullen **jaarlijks** ter plaatse worden nagezien door de Inspectie van Financiën bij het Ministerie van Economische Zaken en door de bevoegde diensten van dit Ministerie.

Het Fonds **zal** elk jaar voor 28 **februari** de stand der rekeningen voorleggen aan het Ministerie van Economische Zaken. De begroting voor het volgende jaar zal voor 31 december voorgelegd worden aan het Ministerie van Economische Zaken. Een herziening van de begroting is mogelijk voor 1 **juli**.

### **Artikel 20:**

Het dienstjaarneemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

### **Artikel 21:**

Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de **maand** december, een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comite voor de Textielnijverheid en het Breiwerk voorgelegd.

### **Artikel 22:**

Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten. De afsluiting en de **balans** dienen op rekenplichtig gebied voldoende **omschreven** te zijn.

## **VIII. - Toezicht**

### **Artikel 23:**

De raad van beheer, alsmede de bij toepassing van **artikel 12** van de wet van 7 januari 1958 **betreffende** de Fondsen voor **bestaanszekerheid** door het Paritair Comite voor de Textielnijverheid en het Breiwerk **aangewezen** revisor of accountant, brengen jaarlijks ieder een **schriftelijk** verslag uit over het **vervullen** van hun **opdracht** tijdens het verlopen jaar.



**Artikel 24:**

De balans, samen met hogerbedoelde schriftelijkejaarlijkse verslagen, dienen uiterlijk tijdens de maand juni ter goedkeuring aan het Paritair Comite voor de Textielnijverheid en het Breiwerk voorgelegd te worden.

**IX. - Vereffening**

**Artikel 25:**

De in artikel 14 voorziene renteloze voorschotten worden terugbetaald door het Fonds. De terugbetaling zal jaarlijks gebeuren en beginnen na een periode van vijfjaar. Ze zal gelijk zijn aan de opbrengst van een bijkomende werkgeversbijdrage, die vanaf 1 januari 1986 zal geheven worden. De bijdragevoet van deze bijkomende bijdrage zal minstens gelijk zijn aan de gemiddelde bijdragevoet vastgesteld voor de jaren 1981 tot en met 1985.

**X. - Ontbinding**

**Artikel 26:**

Het Fonds kan ontbonden worden bij éénparige beslissing van het Paritair Comite voor de Textielnijverheid en het Breiwerk, nadat het zijn verplichtingen voortvloeiend uit de protocolaire overeenkomst van 17 maart 1981 tussen de werkgevers- en de werknemersorganisaties, de Minister van Economische Zaken en de Minister van Tewerkstelling en Arbeid tot toekenning van een aanvullende vergoeding door middel van een conventioneel bruggpensioen heeft nagekomen en na terugbetaling van de in artikel 25 bedoelde voorschotten.

**Artikel 27:**

Ingeval bij de ontbinding van het Fonds gelden beschikbaar blijven, wijst het Paritair Comite voor de Textielnijverheid en het Breiwerk de vereffenaars aan en bepaalt hun bevoegdheden en bezoldiging.

Het overblijvend vermogen van het Fonds krijgt dan volgende bestemming :

✂

De **rechthebbende** werklieden **ontvangen vanaf** de datum van het in vereffening stellen van het Fonds en tot volledige **uitputting** van het overblijvende vermogen van het Fonds, de **aanvullende** sociale voordelen vastgesteld bij collectieve **arbeidsovereenkomst** gesloten in toepassing van **artikel 5** van deze **statuten**.

---ooOoo---